



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Mai 2025

Sommaire

Focus – situation géopolitique	3
Faits saillants	4
POLOGNE	4
HONGRIE.....	7
TCHÉQUIE	8
SLOVAQUIE.....	13
LITUANIE	15
LETONIE	16
ESTONIE	17
Agenda	18

-18%

**C'est la baisse des prix
de l'électricité lettone
pour les ménages entre
2023 et 2024.**

**La Lettonie enregistre
la baisse la plus
importante de l'UE**

Focus – situation géopolitique

L'UE accélère vers la fin du gaz russe

Le 6 mai 2025, la Commission européenne a présenté [une feuille de route](#) pour mettre un terme à la dépendance de l'UE aux énergies fossiles russes d'ici 2027, avec dès la fin 2025 l'interdiction des achats de gaz russe sur les marchés au comptant. Cette initiative s'inscrit dans la continuité du [plan REPowerEU](#) lancé en 2022, qui avait déjà permis de diminuer de 45% à 19% la part du gaz russe dans les importations de gaz de l'UE.

Les États membres de l'UE sont invités à élaborer, d'ici à la fin de 2025, des plans nationaux exposant la manière dont ils contribueront à la suppression progressive des importations de gaz, de matière nucléaire et de pétrole russes ([Commission européenne](#)). Le plan prévoit plusieurs outils pour pallier une absence potentielle d'accord unanime: une tarification dissuasive (droits de douane), une régulation renforcée via la base de données *Union* et un accès facilité au GNL non russe ([How could the EU ban Russian gas?](#)).

En effet, cette feuille de route suscite l'opposition de plusieurs pays d'Europe centrale, notamment la Hongrie et la Slovaquie, qui restent fortement dépendantes du gaz russe. La Russie a livré 8,6 milliards de m³ de gaz russe via TurkStream en 2024 à la Hongrie, soit 78% de sa consommation. La Slovaquie, quant à elle, dépend fortement des volumes acheminés depuis la Hongrie depuis l'arrêt du transit gazier par l'Ukraine.

Le ministre hongrois des Affaires étrangères, Péter Szijjártó, ainsi que le gouvernement slovaque, ont exprimé leur désaccord par rapport au projet européen, mettant notamment en avant les coûts économiques que cela entraînerait pour les deux pays ([Szijjarto: Hungary and Slovakia will jointly oppose the EU plan to abandon Russian gas](#)).

Faits saillants

POLOGNE

Le 1^{er} tour de l'élection présidentielle s'est tenu le 18 mai. Rafał Trzaskowski, vice-président de la Plateforme civique et maire de Varsovie, a reçu 31,36 % des voix. Il affrontera au 2nd tour Karol Nawrocki, soutenu par le PiS (29,54 %). Sławomir Mentzen (Confédération) arrive en 3^{ème} position avec 14,81 %, suivi par Grzegorz Braun (dissident de la Confédération) avec 6,34 %, puis Szymon Hołownia (Troisième voie) avec 4,99 %, Adrian Zandberg (gauche, Ensemble) avec 4,86 % et Magdalena Biejat (Nouvelle Gauche) avec 4,23 %. Le taux de participation a été de 67,31 % (vs. 64,51 % en 2020). Le second tour aura lieu le 1er juin.

Nominations

Artur Czapiewski a été nommé le 28 avril au poste d'Inspecteur Général du Transport Routier dont il assurait l'intérim depuis janvier 2024. Auparavant, M. Czapiewski a été directeur du département des infrastructures routières de la voïévodie de Cujavie-Poméranie.

Radosław Stępień a été nommé le 23 avril président de *Polska Grupa Lotnicza-PGL* (groupe aérien polonais). Au cours des derniers mois, PGL a eu 3 présidents : Łukasz Chaberski (actuellement président de *Polskie Porty Lotnicz-PPL*, aéroports polonais), puis Aleksandra Skibniewska et Paweł Hajduk (actuellement membre du conseil de gestion financière et économique de PGL).

Énergie

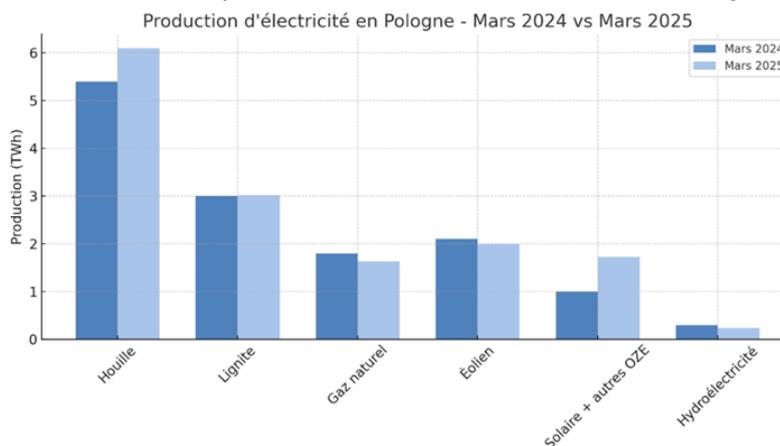
La BEI a accordé un prêt de plus de 525 M€ à PGE pour soutenir la construction de centrales photovoltaïques totalisant 730 MW et d'installations de pompage-turbinage de 540 MW, renforçant ainsi la flexibilité du réseau et accélérant la sortie des énergies fossiles.

Un contrat « bridge » d'ingénierie, d'une durée de 9 mois, a été conclu par PEJ avec Westinghouse et Bechtel pour poursuivre la conception et la réalisation de la 1^{ère} centrale nucléaire polonaise.

- électricité

Au T1 2025, le marché de l'énergie en Pologne a été marqué par une légère hausse du prix moyen de l'électricité, atteignant 117€/MWh, soit +1,2 % par rapport au trimestre précédent. Le prix a culminé en février avec 135€/MWh, avant de chuter à 100€/MWh en mars. Malgré cette diminution, les prix sont restés supérieurs de 28 % à ceux observés un an auparavant. Cette évolution s'inscrit dans un contexte européen de faible production éolienne, de hausse des prix du gaz liée aux tensions géopolitiques – notamment la guerre en Ukraine – et de conditions climatiques plus froides.

En mars 2025, la production d'électricité en Pologne reste dominée par la houille (6,1 TWh) et la lignite (3,0 TWh), et est en légère hausse par rapport à 2024 (+0,7 TWh pour la houille). Les EnR affichent des évolutions diverses : la production solaire et autres EnR atteignent 1,7 TWh (+0,7 TWh), tandis que l'éolien recule à 2,0 TWh (-0,1 TWh). Le gaz naturel et l'hydroélectricité restent stables. Comparé à mars 2024, le mix 2025 reflète une meilleure intégration des renouvelables et une légère intensification de la production fossile, indiquant une transition lente mais active du système énergétique polonais.



- chauffage

Fortum Power and Heat Polska a annoncé que ses investissements réalisés et prévus dans le secteur du chauffage urbain en Pologne dépasseront 242 M€. Depuis 2020, le groupe a déjà investi plus de 179 M€ dans la modernisation des réseaux, la construction de nouvelles infrastructures et le raccordement de nouveaux clients. Parmi les projets achevés figure une pompe à chaleur à Wrocław et une installation de production de combustibles alternatifs à Zawiercie. Fortum prévoit désormais la décarbonation de ses centrales de Częstochowa et Zabrze (fin des travaux prévue en 2027), dans l'objectif d'abandonner totalement le charbon d'ici fin 2027. L'entreprise teste également des solutions alternatives comme des chaudières électrothermiques avec stockage de chaleur.

Par ailleurs, Veolia Pótnoc a lancé un nouveau projet de décarbonation de la chaufferie urbaine de Świecie, marquant une étape clé dans la stratégie environnementale du groupe. Le projet, baptisé Perła 2.0, comprend la construction d'une chaudière à biomasse (3 MW) et de deux moteurs de cogénération à gaz, capables de produire à la fois chaleur et électricité. L'investissement, soutenu par des fonds européens à hauteur de 85 %, permettra de réduire la consommation de charbon de 65 % (6 448 t / an), avec une mise en service prévue fin 2026.

- EnR

Enea, l'un des principaux groupes énergétiques polonais, accélère sa transition vers les énergies renouvelables. L'entreprise prévoit d'y investir 605 M€ cette année, sur un total de près de 2 Mds€ d'investissements. Après l'achat de parcs éoliens à European Energy (120 MW), Enea prépare d'autres acquisitions et développe ses propres projets, comme celui de Bejsce (20 MW). Malgré sa dépendance au charbon, le groupe mise sur la biomasse, le gaz et les renouvelables, avec le soutien de banques publiques polonaises. Sa stratégie 2035 vise une transition progressive financée à hauteur de 26 Mds€.

Dans le même esprit, Polenergia et Tauron ont mis fin à un différend de dix ans en concluant un accord de fourniture d'électricité verte. À partir du 1er juin 2025, les filiales Amon et Talia de Polenergia livreront à Tauron environ 1,2 TWh d'énergie sur dix ans, pour une valeur totale de 121 M€. Cet accord s'inscrit dans la stratégie 2025–2035 de Tauron, orientée vers la décarbonation et l'extension de son portefeuille d'énergies renouvelables.

- gaz

Orlen a lancé l'exploitation d'un nouveau gisement de gaz naturel à Grodzew, en Grande-Pologne. Les réserves sont estimées à près de 250 Mm³, permettant une extraction sur environ 18 ans. Le forage, profond de 3 000 mètres, a été réalisé dans le cadre d'un projet commun avec Orlen Upstream Polska. Le gaz traité sera injecté directement dans le réseau national.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie d'Orlen visant à accroître la production nationale, notamment à travers un programme d'exploitation optimisé de petits gisements. La Grande-Pologne, où Orlen exploite déjà 37 gisements à l'aide de 144 puits, est la principale région de production du groupe, avec 1,64 milliard de m³ extraits en 2024, soit près de la moitié de sa production en Pologne. Orlen ambitionne d'atteindre une production annuelle de 12 milliards de m³, dont 4 milliards provenant de gisements polonais.

Environnement

Le gouvernement travaille sur l'amendement de la loi du 3 octobre 2008 relative à l'accès du public à l'information sur l'environnement, à sa protection, à la participation du public en matière d'environnement et à l'évaluation environnementale, dite « la loi OOS ». Cette initiative vise à clarifier certains points d'interprétation et à améliorer le processus de délivrance des autorisations environnementales. Les modifications concerneront avant tout les investissements susceptibles d'avoir un impact notable sur l'environnement.

Le gouvernement prévoit de durcir les sanctions à l'encontre des personnes qui, malgré l'interdiction, accèdent en forêt à bord de quads, moto-cross ou véhicules tout-terrain. Il est envisagé, entre autres, d'augmenter les amendes de 1000 à 5000 PLN (de 232 à 1163€) et de

mettre en place la peine de confiscation du véhicule. Plus de 57 000 cas de circulation interdite en forêt ont été notés en Pologne en 2024 contre 37 000 en 2020.

Infrastructures

Le 5 mai à Gdynia, lors de la conférence intitulée « L'avenir de Gdynia et de la Poméranie - un mégaprojet pour la région et la Pologne », Władysław Kosiniak-Kamysz, vice-premier ministre et ministre de la défense a annoncé le démarrage du projet 'Kaszubia – une région industrielle verte'. Son objectif est, entre autres, de renforcer les infrastructures routières, ferroviaires et énergétiques et de développer les nouvelles technologies en se basant sur le potentiel énergétique de la Poméranie. Les activités du projet commenceront par la réalisation de la Route Rouge qui d'ici à 2030 devrait assurer une connexion directe entre le port de Gdynia et le réseau routier national, y compris la voie express S6.

- construction

Fin avril, le promoteur immobilier polonais Develia a signé un accord préliminaire pour l'acquisition de 100% des actions de Bouygues Immobilier Pologne. La valeur de la transaction qui devrait être finalisée d'ici la fin du mois de juin 2025 s'élève à 66,5 M€. Grâce à ce rachat, Develia pourrait augmenter le nombre d'appartements en cours de réalisation et le potentiel de sa banque foncière à Varsovie, Poznań et Wrocław.

Infrastructures de transport

La société CPK poursuit la réalisation du nouvel aéroport central à Baranów, avec plus de 90 % des terrains acquis via un programme volontaire, bien que certains propriétaires attendent encore une expropriation. La modernisation de l'aéroport Chopin, prévue entre 2026 et 2029, est jugée cruciale pour assurer la rentabilité du projet dès sa mise en service en 2032. Malgré plus de 30 recours contre la décision de localisation, CPK espère lancer les demandes de permis de construire au S2 2025. **Le calendrier des appels d'offres a été publié**, et les premiers contrats devraient être signés en 2026. Le projet, estimé à 10,5 Mds€, sera financé par des fonds publics et privés, avec un modèle financier attendu pour 2026. CPK doit encore faire face à d'importants défis, dont les expropriations liées aux lignes ferroviaires à grande vitesse. Le respect des délais, la participation des entreprises nationales et l'intégration du fret seront décisifs à l'approche des législatives 2027.

Les Lignes Ferroviaires Polonaises (PLK SA) ont obtenu près de 484 M€ de la BEI pour moderniser la ligne ferroviaire n°8 entre Skarżysko-Kamienna, Kielce et Kozłów. Ce projet stratégique pour la voïvodie de Sainte-Croix prévoit la rénovation des voies, des quais, des systèmes de signalisation, ainsi que la construction de nouveaux ponts et passages souterrains. Il permettra d'augmenter la vitesse (jusqu'à 120 km/h), la sécurité et l'accessibilité des trains, tout en facilitant le transport de voyageurs et de marchandises. Les travaux, en partie cofinancés par l'UE, s'achèveront d'ici 2028.

Transport

Le 29 avril, à Varsovie, le vice-ministre des infrastructures Stanislaw Bukowiec et la ministre des Fonds et de la Politique régionale Katarzyna Pełczyńska-Nałęcz se sont entretenus avec le vice-premier ministre, ministre du développement des municipalités et des territoires de l'Ukraine Oleksiy Kuleba. Lors de la réunion ont été abordés les sujets du développement des infrastructures reliant la Pologne et l'Ukraine, de la reconstruction de l'Ukraine et de l'accord entre l'UE et l'Ukraine sur le transport de marchandises par route.

- ferroviaire

Le ministère du climat et de l'environnement finalise la préparation du programme « Mon vélo électrique » dédié au financement de l'achat des vélos électriques par les particuliers. Les subventions pourraient atteindre 50 % des coûts éligibles, mais pas plus de 2 500 PLN (581 €). Dans le cas des vélos-cargos et des remorques vélos, la subvention maximale serait de 4 500 PLN (1046 €). Le budget du programme devrait s'élever à 50 M PLN (11,6 €), pour l'achat de plus de 17 300 véhicules. Le programme serait lancé en juin.

L'autorité ferroviaire polonaise (*UTK*) a donné son accord à l'opérateur allemand FlixTrain pour faire circuler des trains de passagers pour la période 2025-2030. FlixTrain lancera deux paires de trains par jour entre Varsovie Est - Varsovie Centrale - Varsovie Ouest - Poznań Główny - Berlin Ostbahnhof - Berlin Hauptbahnhof. Ils devraient parcourir cet itinéraire en un peu plus de 5 heures, en raison du petit nombre d'arrêts en cours de route. En réponse à la concurrence allemande, PKP Intercity a déjà annoncé le lancement, en décembre 2025, d'une nouvelle liaison de train de nuit reliant Chełm, Lublin, Varsovie, Łódź et Poznań à Berlin.

Le premier ministre Tusk a annoncé sur X la mise en place en juin prochain d'une liaison ferroviaire directe entre Varsovie et Rijeka. PKP Intercity fera rouler un train quatre jours par semaine. Grâce à un billet adulte peu cher (environ 200 PLN, soit 46,5 €), le voyage en train serait compétitif par rapport au voyage en voiture.

En avril, Koleje Mazowieckie (opérateur ferroviaire de la région de Mazovie) a signé avec Unibep un contrat pour la conception et la construction d'un site de maintenance de matériel roulant à Sochaczew. Le coût de l'investissement s'élève à plus de 356 M PLN (83 M€). Le projet devrait être terminé dans un délai de trente mois.

HONGRIE

Énergie

Selon une déclaration du ministère de l'énergie, environ 6 000 propriétaires ont déposé des demandes de subventions pour un montant total de 33,2 Mds de forints (soit 85,5 M€), afin de financer des projets visant à améliorer l'efficacité énergétique des logements privés. Sur ce montant, 4,6 Mds HUF (environ 11,8 M€) ont déjà été versés à 1 300 foyers. Depuis janvier, les propriétaires peuvent faire une demande simplifiée pour obtenir jusqu'à 6 M HUF (environ 15 400 €) en subventions et prêts sans intérêts combinés. Les aides, réservées aux logements construits avant 2007, peuvent couvrir le remplacement des fenêtres, l'installation d'une nouvelle isolation ou la modernisation des systèmes de chauffage ou d'eau chaude, à condition que les travaux permettent une économie d'énergie d'au moins 30 %, comme l'exige l'UE. Le gouvernement prévoit d'allouer aux propriétaires qui résident dans de petites communes 67 Mds HUF (172,5 M€) sur les 73 Mds prévus pour ce programme (188 M€).

- électricité

Vajta Matyas, PDG de HUPX, la bourse hongroise de l'électricité, a annoncé le lancement d'une nouvelle plateforme de données destinée à aider les acteurs du marché à mieux anticiper les évolutions des prix. Ce projet répond à la volatilité croissante observée sur les marchés intra-journaliers, due à l'intégration de sources d'électricité non pilotables. Selon Vajta, cette initiative vise avant tout à améliorer la lisibilité et la transparence des prix.

Le MEKH (Autorité hongroise de régulation de l'énergie et des services publics) lance une consultation sur son projet de plan de préparation aux risques liés à l'approvisionnement en électricité. Les parties prenantes ont jusqu'au 14 mai 2025 pour envoyer leurs commentaires. Ce plan, révisé tous les quatre ans, vise à définir les mesures de prévention et de gestion en cas de crise énergétique, en conformité avec les règles du marché intérieur de l'électricité. Il inclut des actions nationales, régionales et bilatérales. La version finale sera publiée d'ici janvier 2026.

Un contrat pour la construction d'une centrale électrique à cycle combiné au gaz de 1 000 MW à Tiszaujvaros (est de la Hongrie) a été signé avec un consortium composé de l'Italien Ansaldo Energia et du groupe turc Calik Holding, a annoncé MVM. Prévue pour être achevée en 2028, la centrale produira jusqu'à 7 500 GWh d'électricité par an.

- énergies fossiles

Le Premier ministre Viktor Orbán a annoncé à Bratislava une augmentation de 900 Mm³ de la capacité de l'interconnexion gazière entre la Hongrie et la Slovaquie, ce qui porte le total à 4,4 Mds m³. Lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue slovaque Robert Fico, M. Orbán a critiqué l'Ukraine pour avoir bloqué le transit du gaz naturel, estimant

que cela nuisait à ses relations avec l'Europe. Les deux dirigeants ont également affirmé que, en tant que pays enclavés, la Hongrie et la Slovaquie devraient être exemptées des sanctions sur les importations de pétrole brut.

Le ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce, Péter Szijjártó, a annoncé un partenariat entre la société pétrolière et gazière hongroise MOL et son homologue turque TPAO, pour l'exploration et la production d'hydrocarbures dans l'ouest de la Hongrie. Une co-entreprise a été créée et deux contrats de concession ont été signés pour les zones de Tamási et Buzsák, avec un investissement prévu de 6 Mds de forints (14,8 M€) par TPAO.

- EnR

300 562 foyers sont équipés de panneaux solaires raccordés au réseau. Leur capacité installée s'élève à 2 733 MW, soit plus d'un tiers de la capacité solaire totale du pays. L'an dernier, le solaire a représenté un quart de la production d'électricité nationale.

Environnement

N-Electric s'associe à l'Université de Szeged pour un projet de 867 M HUF (2,2 M€). Celui-ci vise à développer une technologie de purification de l'air adaptable aux secteurs industriel et agricole ; il est soutenu, pour plus de 600 M HUF (1,5 M€), par le Bureau national de la R&D et de l'innovation. Le projet se poursuivra jusqu'en 2027. Entreprise hongroise fondée en 2012, N-Electric conçoit, fabrique et commercialise les systèmes de purification d'air d'E-Dimension Prozess- und Umwelttechnik GmbH. Son chiffre d'affaires net a atteint 670 M HUF (1,7 M€) en 2023.

Transport

À l'occasion d'une rencontre entre Robert Fico et Viktor Orbán, les deux dirigeants ont exprimé leur volonté de renforcer les interconnexions entre leurs pays. Cela se traduira notamment par la construction de nouvelles infrastructures et la réhabilitation d'anciens points de passage. Aucun détail supplémentaire n'a toutefois été communiqué par les deux Premiers ministres.

- aérien

Le trafic passager à l'aéroport international Liszt Ferenc de Budapest a poursuivi sa croissance au T1 2025, avec +15,5 % en g.a., pour atteindre 4 M de voyageurs. Parallèlement, le volume de fret a atteint un niveau record, avec 95 000 t traitées entre janvier et mars, soit + 52,6 % en un an. L'aéroport a par ailleurs été couronné "Meilleur aéroport d'Europe de l'Est" par Skytrax pour la douzième année consécutive, et "Meilleur aéroport d'Europe" dans la catégorie des 15 à 25 millions de passagers par le Conseil international des aéroports.

HungaroControl a lancé un nouveau système de contrôle à distance des tours de contrôle, pour un montant de 8 Mds HUF (20,5 M€). Cette initiative vise à accompagner l'augmentation attendue de la fréquentation de l'aéroport à l'approche de la pleine saison, en renforçant la capacité et l'efficacité du contrôle aérien.

- routier

La Hongrie a inauguré un tronçon de 30 km de la voie rapide M44. Avec cette réalisation, une infrastructure de 125 km entre Békéscsaba et Budapest est désormais terminée. Elle a été construite en 9 ans, pour 534 Mds HUF (1,36 Md€), et entièrement financée par l'État hongrois.

TCHÉQUIE

Fonds européens

Le 16 avril 2025, le ministère de l'environnement tchèque a lancé un appel national de 100 M CZK (4 M€) pour cofinancer les projets paneuropéens du programme LIFE dans les domaines de l'environnement et de l'action pour le climat. L'aide est répartie entre la préparation de documentation (3 M CZK), le cofinancement de projets (82 M CZK) et celui des partenaires de projet (15 M CZK). Les subventions peuvent atteindre 200 000 CZK pour la phase de préparation, 25 % des coûts éligibles dans la limite de 25 M CZK pour les projets

principaux, et 2 M CZK pour les partenaires. L'appui est conditionné à la sélection préalable des projets par la Commission européenne, dont le soutien peut couvrir entre 60 et 95 % des coûts. Plusieurs projets en cours illustrent l'engagement national : *LIFE ClimArchiBase* (éducation climatique dans l'architecture), *LIFE RePower the Regions* (décarbonation régionale), *LIFE Energise* (communautés énergétiques) ou encore *LIFE ModelForest* (protection forestière transfrontalière). La date limite de dépôt est fixée au 23 juin 2025.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

Inondations

Le rapport préliminaire d'évaluation des inondations survenues en septembre 2024 a été présenté le 2 avril 2025 et met en lumière la gestion efficace des événements. Grâce aux prévisions précoces de l'Institut hydrométéorologique tchèque (CHMI) et à la vidange anticipée des principaux réservoirs, la vague de crue a pu être atténuée jusqu'à 80 % dans certaines zones. Le rapport recommande de renforcer la coordination institutionnelle, la clarté des alertes et la responsabilisation des collectivités. Le rapport final sera remis d'ici le 30 septembre 2025. Le ministère de l'environnement mobilise déjà 3 Md CZK (120 M€) sur 2026-2028 pour déployer des projets de protection contre les inondations. Un second volet de 4 Md CZK (160 M€) est prévu à moyen terme. Une réforme de la loi sur l'eau est également en préparation afin de classer ces ouvrages en tant qu'intérêt public.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#), [rapport préliminaire](#)

Energie

- pétrole

Depuis l'extension de l'oléoduc TAL, la Tchéquie ne reçoit plus de pétrole russe via Droujba, qui assurait encore 42% des volumes en 2024. Les capacités d'importation occidentales (8 Mt par an) suffisent désormais à couvrir les besoins du pays. L'avenir de la section tchèque (473 km) sera décidé d'ici 3 ans (mise en conservation, abandon ou reconversion), en lien avec le contexte ukrainien.

Plus d'information : [article](#) Oenergetice.

A Hustopeče nad Bečvou, la pollution au benzène après un déraillement est maîtrisée grâce à un mur du Larsen. L'état d'urgence est prolongé pour continuer les procédures d'assainissement. La voie ferrée sera rétablie d'ici mi-juin. Les résultats d'analyse sont attendus d'ici le 15 mai.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

- nucléaire

Le 9 avril, le gouvernement a examiné la mise à jour du Concept national de gestion des déchets radioactifs et du combustible nucléaire usé, élaborée par le ministère de l'industrie et du commerce (MPO). Ce document stratégique actualise la politique tchèque à l'aune des évolutions réglementaires récentes (loi n°53/2024 Coll. sur les dépôts géologiques, réforme de la loi sur l'énergie atomique et du régime de redevance), des recommandations de l'AIEA, et de la taxonomie européenne. Il confirme l'orientation vers un stockage géologique profond opérationnel à partir de 2050, en lien avec le développement du parc nucléaire. Le texte prévoit une capacité suffisante pour accueillir les déchets issus des nouvelles installations, tout en renforçant les centres de stockage existants (recherche, santé). La stratégie sera soumise à une évaluation environnementale avant son adoption finale.

Plus d'information : communiqué du [MPO](#).

Le 15 avril 2025, ČEZ a signé un contrat de sept ans avec le géant kazakh Kazatomprom, premier producteur mondial d'uranium, pour couvrir environ un tiers des besoins en uranium naturel destiné aux assemblages combustibles de Westinghouse pour la centrale de Temelín. Ce partenariat renforce la diversification stratégique des approvisionnements tchèques, alors que le Kazakhstan fournit plus de 40 % de l'uranium mondial. En parallèle, Orano et le britannique Urenco restent les principaux fournisseurs d'uranium enrichi pour Temelín (2x1000 MW) et Dukovany (4x510 MW), qui assurent 40 % de la production électrique nationale.

Plus d'information : [article](#) Oenergetice, communiqué de [CEZ](#).

- gaz

Adoptée le 17 avril 2025, la Lex Gaz simplifie l'autorisation des centrales à gaz et vapeur (procédures allégées, recours limités, priorité d'instruction). Son entrée en vigueur est prévue en août 2025. Une des avancées saluées est l'intégration des parcs éoliens >15 MW parmi les infrastructures stratégiques, permettant une procédure accélérée et la suppression des dépôts remboursables pour les demandes de raccordement au réseau. Ceux-ci sont remplacés par des dépôts non-remboursables pour limiter les blocages spéculatifs, avec actuellement 23 GW de capacité artificiellement réservée. Le texte prévoit également un soutien financier temporaire pour les centrales à charbon déficitaires, sous réserve de notification à la Commission européenne. Certaines ONG, comme Greenpeace, dénoncent un risque de dérives. Enfin, la loi corrige une mesure critiquée de l'amendement Lex OZE III : dorénavant, seuls les exploitants de sources solaires ≥ 145 kW devront justifier du caractère proportionné du soutien financier public reçu, contre ≥ 30 kW dans la version initiale.

Plus d'information : [article](#) de HN.

Durant la saison de chauffage 2024/2025 (octobre à mars), GasNet a distribué 4,1 Md m³ de gaz, en hausse de 12 % par rapport à l'hiver précédent, en raison d'un climat plus froid de 2,3 °C. Le pic quotidien a été atteint le 17 février avec 33,3 M m³, soit +58 % par rapport à la moyenne. GasNet, qui couvre 80 % du territoire tchèque, a assuré la continuité de service, y compris dans les zones touchées par les inondations.

Plus d'information : communiqué de [Gasnet](#).

- EnR

Face à l'afflux de demandes, le ministère de l'industrie et du commerce tchèque (MPO) a triplé son budget de subventions pour les installations photovoltaïques des entreprises, passant de 1 à 3 Mds CZK, soit de 40 M€ à 120 M€. Ce soutien cible les projets de capacité allant jusqu'à 50 kW, avec des prêts à taux zéro via la Banque nationale de développement (NRB). À ce jour, 128 prêts ont été accordés pour une capacité totale de 4,9 MW.

Plus d'information : [article](#) Oenergetice.

Des projets de parcs éoliens se multiplient dans le nord de la région d'Olomouc. À Horní Loděnice, l'entreprise agroalimentaire locale Úsovsko prévoit d'installer trois éoliennes. À Hraničné Petrovice, un consortium formé par Micronix Group, et Redwood Capital envisage de construire jusqu'à six éoliennes, offrant à la municipalité et aux résidents 10 MWh d'électricité gratuite annuelle pendant 25 ans, ainsi qu'un versement annuel de 2,8 M CZK (112 M €) au budget municipal. D'autres projets sont en cours à Moravský Beroun, Lomnice, Rýžoviště, Břidličná, Velká Štáhle et Domašov. La Tchéquie compte actuellement plus de 200 centrales éoliennes cumulant une puissance totale de 352 MW, dont 45,2 MW dans la région d'Olomouc.

Plus d'information : [article](#) Oenergetice.

- électricité

En 2025, les distributeurs d'électricité tchèques investiront plus de 30 Mds CZK (1,2 Md€) dans les réseaux, un niveau stable par rapport à 2024. Les investissements cibleront le renforcement des infrastructures, les connexions transfrontalières, la modernisation technologique et l'intégration des nouvelles sources, notamment renouvelables. ČEZ Distribuce, principal acteur avec 3,7 M de clients, mobilisera 19,2 Mds CZK (768 M€), dont 500 M CZK (20 M€) pour la ligne Ostrov-Vřesová, 272 M CZK (10,88 M€) pour un nouveau poste à Pilsen et 244 M CZK (9,76 M€) pour Havlíčkův Brod. L'entreprise EG.D prévoit 8,9 Mds CZK (356 M€) pour le renforcement du réseau, notamment en zones frontalières. PRE investira plus de 2,5 Md CZK (100 M€) à Prague, axés sur les réseaux câblés, les postes pilotés à distance et l'infrastructure optique. Les opérateurs anticipent un besoin croissant de financement, jusqu'à 40 Mds CZK (1,6 Md €) par an, pour accompagner la montée en puissance des ENR et du stockage.

Plus d'information : [article](#) Oenergetice.

Electromobilité

Au 1^{er} trimestre 2025, des dizaines de nouvelles stations de recharge ont été mises en service en Tchéquie, portant le total à environ 7k points publics, soit 1 borne pour 6 véhicules électriques (40k VE immatriculés). L'infrastructure, en progression constante, reste suffisante pour plus de 100k véhicules, selon le *Centre de recherche sur les transports*. ČEZ a ouvert 46 nouvelles stations (objectif : 1 k stations en 2025), avec 45 % de stations ultra-rapides. PRE en a ajouté 34, totalisant 835 stations, dont 70 % à Prague. L'usage suit : +70 % de consommation sur le réseau ČEZ (3 GWh), +45 % chez PRE (2,45 GWh), quand les sessions de recharges ont progressé 32 % pour atteindre 125k.

Plus d'information : [article](#) Oenergetice.

Sobriété

- efficacité énergétique

Au 24 avril 2025, 67 projets de modernisation des installations de chauffage ont été déposés dans le cadre du programme HEAT, pour un montant total de 93 Mds CZK (3,72 Mds€) de subventions demandées, soit 16 Mds CZK (640 M€) au-delà de l'enveloppe actuellement attribuée. Le fonds, alimenté par les recettes des quotas carbone, pourrait ne mobiliser que 76–77 Mds CZK (3,04–3,08 Mds€) selon un prix moyen du quota de 80 €/t d'ici 2030, contre 100 Mds CZK (4 Mds€) initialement anticipés. La modernisation du secteur nécessiterait plus de 200 Mds CZK (8 Mds€) d'ici 2030 (estimation 2024 de l'Association pour le chauffage urbain). Le ministère de l'environnement envisage de redéployer 5 à 6 Mds CZK (200–240 M€) du Fonds de modernisation, qui mobilisera au total 370–380 Mds CZK (14,8–15,2 Mds €), pour absorber une partie des projets non retenus.

Plus d'information : [article](#) Oenergetice.

- biomasse / valorisation énergétique

L'usine de compostage de Jarošovice (région de České Budějovice) a démarré la production de biométhane, devenant la première installation tchèque combinant compostage, biogaz et injection de biométhane. Sa production mensuelle atteint 2 GWh, injectés dans le réseau ou utilisés sur site. Le projet a coûté 185 M CZK (7,4 M€), financé par subventions et prêt, avec un retour attendu sous 5 ans. L'usine traite 60kT de déchets annuel, issus de 700 cantines et entreprises agroalimentaires, couvrant 60 % des besoins de Bohême du Sud. Jarošovice rejoint 7 autres unités de production de biométhane en Tchéquie. Le gouvernement soutient cette filière avec jusqu'à 1 Md CZK (40 M€) de subventions via des fonds européens.

Plus d'information : [article](#) Oenergetice.

La centrale électrique d'Opatovice a obtenu le permis de construire pour une installation de valorisation énergétique des déchets sur le site de Čeperka, malgré l'opposition persistante de la commune. Le projet, évalué à 7 Mds CZK (280 M€), a reçu un avis favorable dans le cadre de son évaluation d'impact environnemental et bénéficiera d'un soutien de 60 % du Fonds de modernisation via le programme HEAT. L'incinérateur, prévu pour 2028–2029, traitera 150 kT annuellement et produira 615 TJ de chaleur (dont 17 TJ en autoconsommation) et 78,5 GWh d'électricité (15,7 GWh autoconsommés). Une option alternative à Hrobice reste en réserve.

Plus d'information : [article](#) Oenergetice.

Eau

Le gouverneur de la région de Liberec, Martin Půta, a annoncé que la région envisage d'utiliser le Fonds Turów pour financer des raccordements aux nouvelles conduites d'eau, des forages ou l'approfondissement de puits là où les travaux seraient trop coûteux. Le montant envisagé se situe entre 10 et 15 M CZK (0,4–0,6 M€). Ces mesures visent à compenser la baisse des nappes causée par l'exploitation de la mine polonaise de Turów. Le Fonds, doté à l'origine de 880 M CZK (35,2 M€), contient aujourd'hui 762 M CZK (30,5 M€). Le projet principal reste la station d'épuration de Machnín (470 M CZK / 18,8 M€, cofinancée en partie par l'UE), qui alimentera 30 k habitants.

Plus d'information : [article](#) Oenergetice.

Transports et infrastructures

- ferroviaire

En Tchéquie, trois consortiums internationaux (menés par VINCI Railways, GÜLERMAK INVEST et STRABAG Motorway) ont répondu à l'appel à candidatures pour la construction en PPP de la liaison ferroviaire entre l'aéroport Václav Havel et Prague-Veleslavín. Le projet, d'une longueur de 14,5 km, comprendra une nouvelle gare et un raccordement à la ligne Prague-Kladno. Estimé à 109 Mds CZK (4,36 Mds€), il devrait être opérationnel en 2030.

L'opérateur national České dráhy (ČD) a lancé un appel d'offres pour 133 trains électriques régionaux (EMU 400), destinés à entrer en service fin 2029. Le montant du marché est estimé à 3,4 Mds€

Le gestionnaire ferroviaire (SZ) a lancé un appel d'offres relatif à l'étude de faisabilité pour la branche LGV « VRT Poohří » reliant les villes de Most et de Louny à LGV Prague-Dresde (65 km).

Sur le plan économique, ČD a dégagé un bénéfice brut consolidé de 50,4 M€ en 2024, malgré les pertes importantes de sa filiale fret ČD Cargo (-37,7 M€). ČD Cargo poursuit cette année son plan de réduction de flotte (-1400 wagons) et d'effectifs (suppression de 420 postes) pour rester compétitif. Malgré ce contexte, Moody a confirmé la note de crédit de ČD à Baa2, saluant la stabilité financière de l'opérateur et ses investissements massifs dans le renouvellement de son matériel roulant.

Arriva a remporté un contrat de 10 ans pour exploiter la ligne Plzeň-Domažlice à partir de 2028. Le montant du contrat s'élève à 2,07 Mds CZK (82,6 M€) avec déploiement de rames Stadler GTW équipées en ETCS.

Le groupe polonais BUDIMEX, jusqu'ici actif sur le marché routier, a obtenu un premier contrat de sous-traitance pour la rénovation de la ligne Tanvald-Harrachov et marque son entrée dans le ferroviaire tchèque.

- aérien

L'aéroport de Prague a enregistré en 2024 un bénéfice net de 2,5 Mds CZK (90 M€) (+67%), encore inférieur au niveau d'avant Covid. La hausse du trafic passagers (+18%) en est le principal moteur. L'Etat perçoit 20% du bénéfice net en dividende. Des travaux de modernisation (1,3 Md€) sont engagés jusqu'en 2033 pour accroître sa capacité.

Beijing Capital Airlines ouvrira le 1er août 2025 une ligne de fret Changzhou-Prague (3 vols hebdomadaires). Actuellement, ce sont Qatar Airways Cargo et Turkish Cargo qui assurent les liaisons régulières. UPS et FedEx opèrent aussi depuis Prague.

La start-up FluorDiamonds ouvrira à la fin de l'été à Moravské Budějovice le premier polygone d'essai de drones approuvé en Tchéquie (300 km²), dédié aux tests, à la formation et à la recherche.

- urbain

Le conseil municipal de Prague prévoit un nouveau système de réglementation des véhicules de transport partagé, basé sur des contrats entre la société des transports de Prague et les opérateurs de vélos et de vélos électriques. Ce système exclura, suite aux plaintes des habitants du centre-ville, les trottinettes électriques en libre-service pour lesquelles la ville ne fournira pas de places de stationnement.

SLOVAQUIE

Énergie

- nucléaire

Le 14 mai, le Premier ministre Robert Fico et la vice-première ministre et ministre de l'Économie Denisa Sakova ont rencontré une délégation de Westinhouse menée par Dan Lipman, président de la division « Energy Systems ». L'entretien a porté notamment sur les possibilités de coopération nucléaire dans le secteur civil et sur le potentiel de croissance des échanges entre les États-Unis et la Slovaquie. D'après Dan Lipman, le futur bloc nucléaire en Slovaquie pourrait faire partie d'une flotte régionale que Westinghouse prévoit de construire. Il a aussi rappelé que les personnels slovaques déployés localement pourraient être également déployés dans les autres pays concernés par cette flotte régionale.

- électricité

Le Fonds environnemental veut allouer 36 M€ aux entreprises les plus énergivores afin de compenser les prix de l'électricité élevés qui leur sont facturés. Les entreprises ont jusqu'au 10 juin pour déposer leurs dossiers. Pour mémoire, l'année dernière, le Fonds a distribué 58 M€.

Pour la quatrième fois, le principal électricien du pays, la société Slovenske elektrarne, a été sélectionnée comme la seule société slovaque parmi les leaders climatiques européens (Europe's Climate Leader). Le classement tient compte d'une réduction d'intensité d'émission d'au moins 3% par an. Entre 2017 et 2022, les émissions ont diminué de 45%, et sur la période 2018-2023, la baisse atteint même 52%.

Pour en savoir plus : [Europe's Climate Leaders 2025](#).

- gaz

Au 30 avril 2025, les réserves de gaz en Slovaquie s'élevaient à 3,145 TWh soit 37,38 % de la capacité totale de stockage. Pour mémoire, à la même date de l'année dernière, les réserves de gaz atteignaient 5,59 TWh soit 70,18 % de la capacité de stockage. Pendant les trois premiers mois de l'année, la consommation de gaz a atteint 18,176 TWh, en hausse de 10,1 % en glissement annuel. Toutes les catégories de consommateurs ont augmenté leur consommation : les ménages de 10,6 % pour une consommation totale de 6,26 TWh, les petits consommateurs de 20 % pour une consommation de 2,273 TWh, les moyens de 12,6 % pour une consommation de 1,268 TWh et les grands de 6,9 % pour une consommation de 8,375 TWh.

- hydrogène

Mi-avril, la société ukrainienne Hydrogen Ukraine s'est jointe à l'initiative slovaque EastGate H2V dans le cadre du programme Horizon Europe. Le projet a été soutenu par 9 M€ issus du Clean Hydrogen Joint Undertaking. Il s'agit d'un projet stratégique focalisé sur le soutien de la production et de la distribution d'hydrogène vert en Europe centrale. Ce partenariat aimerait profiter du potentiel des énergies renouvelables et de la position stratégique de la région ukrainienne Transcarpatie.

Transport

D'après l'Office des statistiques, en 2024, le transport de passagers a atteint 712,1 M de personnes et est en hausse de 3,9 % en glissement annuel. Ce chiffre est principalement porté par le transport routier, qui comptabilise 626,3 M de passagers, en progression de 2,3%. Au sein du transport routier, le transport public municipal se distingue avec 470,1 M de passagers (+8,5 %). Quant au transport ferroviaire, il a été fréquenté par 73,3 M de passagers (+0,5 %). Le transport de marchandises a atteint 211,6 M de tonnes, en recul de 3,7 % en g.a. Le transport routier a été le principal mode de transport avec un total de marchandises de 149,3 M de tonnes (-4,7 %), suivi par le transport ferroviaire (38,5 M de tonnes, +2 %) et autres (23,8 M de tonnes, -6,3 %).

- routier

Les filiales tchèque et slovaque du groupe Vinci (Eurovia SK, Eurovia CZ et SMS) ont signé un contrat avec l'Administration slovaque des routes, entreprise publique chargée des routes nationales. Le contrat de 23 M€ porte sur la deuxième section du contournement de Prievidza (43 000 habitants, Slovaquie centrale) d'une longueur de 2 755 m. Cette partie comprend trois ponts et trois carrefours.

Mi-avril, la région de Trenčin (Slovaquie occidentale) a annulé le marché public concernant la sélection du transporteur routier de passagers. Le marché a été ouvert en mai 2024 avec une valeur estimée de ce marché à hauteur de 580 M€ lors de 10 ans d'exploitation. Étant donné que les offres étaient supérieures de 100 M€ à cette estimation du prix, la région a décidé d'annuler et d'ouvrir un autre marché public modifié, ouvert à tous les prestataires de ce service.

La société privée SkyToll, chargée du péage électronique imposé aux véhicules utilitaires, aux poids lourds et aux bus, a enregistré un chiffre d'affaires de 63,9 M€ au premier trimestre 2025, en hausse de 4% en g.a. À partir du 1^{er} juillet 2025, le système du péage électronique sera modifié en accord avec la directive européenne Eurovignette. Ainsi, le calcul du péage prendra en compte également l'aspect environnemental. Le montant facturé sera la somme de trois principales composantes : paiement pour l'utilisation des infrastructures, paiement pour les émissions de CO₂ et paiement pour la pollution de l'air.

L'agence publique MH Invest a lancé le 5 mai un appel d'offres pour la sélection de concessionnaires chargés du financement, de la construction et de l'opération de 35 parcs de bornes de recharge ultrarapides avec 251 bornes le long des autoroutes et voies rapides dans le pays. La valeur estimée totale de ce marché réparti en trois lots est de 177 M€ et les intéressés peuvent envoyer leurs offres jusqu'à 11 juin.

Pour en savoir plus : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/285992-2025>

- ferroviaire

La société publique chargée des infrastructures ferroviaires, Železnice SR (ZSR), a généré un bénéfice de 8,8 M€ en 2024, contre 2,1 M€ en 2023. Les revenus ont atteint 695,4 M€ (+8,5 % en glissement annuel) tandis que les coûts de fonctionnement se sont établis à 686,6 M€ (+7,5 %).

La société ferroviaire publique chargée du transport de passagers, Železnica spoločnosť Slovensko (ZSSK) a réalisé une perte de 5,2 M€ en 2024 après un profit de 20,9 M€ l'année précédente. Les revenus se sont établis à 653,6 M€ (+13,6 % en glissement annuel) et les coûts ont progressé de 550,3 M€ à 664,5 M€ en 2024.

Fin avril, ZSSK a signé un contrat avec la société Stadler pour la livraison de quatre trains à grande capacité. Le contrat s'élève à 100 M€ et la première livraison est attendue l'année prochaine. Le train sera déployé sur la ligne nationale Bratislava – Žilina (approximativement 200 km).

- aérien

Au premier trimestre 2025, l'aéroport de Bratislava a été fréquenté par 273 807 passagers. Par rapport à la même période de l'année précédente, le nombre a progressé de 14 %.

Au premier trimestre 2025, l'aéroport de Košice a été fréquenté par 118 253 passagers. Par rapport à l'exercice précédent, le nombre de passagers a augmenté de 20,6 %.

Environnement

Le 22 avril, la société Gotion InoBat a soumis au ministère de l'environnement le dossier relatif à son investissement de 1,2 Md€ dans une gigafactory afin que le ministère puisse lancer l'étude d'impact environnemental. Néanmoins, le ministre Tomas Taraba s'est montré étonné que le dossier ne comprenait pas certaines études et analyses dont par exemple l'impact sur la nappe phréatique. L'investisseur a déclaré que les études techniques seraient élaborées suite aux exigences d'évaluation fixées par le ministère.

Mi-avril, OLO - la société municipale de Bratislava chargée de la gestion des déchets, a présenté le projet de modernisation et de verdissement de son incinérateur construit dans les années

1972-1978. La marie et OLO porteront ce projet d'investissement dont les coûts sont évalués à hauteur de 190 – 250 M€. Le projet prévoit la construction d'une nouvelle chaudière et la modernisation de deux chaudières existantes afin d'augmenter la capacité d'incinération jusqu'à 180 000 t de déchets / an, la capacité thermique de 10 à 40 MW, la puissance électrique de 6,5 à 16,5 MW ce qui devrait permettre de chauffer 30 000 ménages au lieu de 4 000 à l'heure actuelle.

Le 24 avril, les conseillers municipaux de Bratislava ont donné leur avis négatif sur le projet d'un nouvel incinérateur de déchets porté par la raffinerie Slovnaft. La capacité de cet incinérateur devrait être de 316 000 t / an. Les élus contestent une telle capacité qui est à leurs yeux exagérée pour les besoins de Bratislava et nécessiterait l'importation des déchets d'autres communes et/ou de l'étranger. Ils objectent également l'évaluation insuffisante des impacts environnementaux et la charge accrue sur l'environnement et la santé des citoyens de Bratislava.

LITUANIE

Infrastructures énergétiques

- gaz

Le Seimas a adopté des amendements à la loi sur le gaz naturel pour clarifier les conditions de raccordement des nouveaux consommateurs. À partir du 1er mai 2026, les particuliers paieront 60 % des frais de raccordement pour une distance allant jusqu'à 150 m, et 100% au-delà. Actuellement, ils ne couvrent qu'environ 40 % des coûts. Ces changements visent à alléger les charges des consommateurs existants. La procédure de raccordement est également alignée sur celle de l'électricité, permettant aux usagers de gérer certains travaux eux-mêmes. Enfin, les démarches pour les opérateurs étrangers souhaitant entrer sur le marché lituanien sont simplifiées.

- électricité

Le 9 avril, le ministre de l'Énergie Žygimantas Vaičiūnas a présenté lors de la conférence Wind Europe 2025 à Copenhague un projet d'interconnexion électrique offshore entre les États baltes et l'Allemagne. En collaboration avec les opérateurs de réseau Litgrid (Lituanie), Augstsprieguma tīkls (Lettonie) et 50Hertz (Allemagne), un projet hybride de 600 km et d'une capacité de 2 GW a été proposé. Il vise à renforcer la sécurité énergétique, favoriser l'intégration des marchés et accélérer le développement des énergies renouvelables. Le projet sera soumis en mai au plan décennal européen de développement du réseau (TYNDP) pour une mise en œuvre envisagée entre 2035 et 2037.

L'opérateur énergétique lituanien Litgrid a signé un contrat de conception du projet Harmony Link qui doit permettre de connecter davantage les réseaux d'électricité polonais et lituanien. Les entreprises Energetikos projektavimo institutas et Ener-G Design ont été sélectionnées pour concevoir les éléments clés de l'interconnexion côté lituanien, notamment une ligne de transmission de 220 kV et la station de transformation de Gižai. Les travaux de conception devraient durer 29 mois, pour un montant de 2,2 M€ (hors TVA), co-financé par l'UE dans le cadre du mécanisme « Connecting Europe Facility ». En parallèle, Litgrid mène déjà les études d'impact environnemental et de planification territoriale. Le début des travaux de construction est prévu pour le deuxième trimestre 2027, avec une mise en service attendue en 2030.

- EnR

Depuis le 22 avril, les entités juridiques, publiques ou privées, peuvent obtenir des prêts non seulement pour construire des centrales solaires ou éoliennes, mais aussi pour installer des systèmes de stockage d'électricité associés à ces sources renouvelables. Ces prêts sont accordés par la banque nationale de développement ILTE, jusqu'à 100 M€ par projet, à condition que le projet dispose d'un permis de développement délivré par le régulateur. Les prêts seront à taux préférentiel si le stockage est destiné à l'autoconsommation, et à taux de marché s'il est destiné à la vente d'énergie ou à l'équilibrage du réseau. Dès mai, des prêts seront également disponibles pour des installations de stockage autonomes.

De nouvelles formations pour les ingénieurs travaillant sur les éoliennes offshore voient le jour en Lituanie afin de répondre à un besoin croissant en main d'œuvre spécialisée dans les énergies renouvelables. Pour répondre à cette demande, l'Académie maritime lituanienne (LJA) de VILNIUS TECH lance un nouveau programme d'études et crée un centre de compétences pour former des ingénieurs spécialisés dans les éoliennes en mer. Ce programme, élaboré en collaboration avec des partenaires locaux et internationaux, propose deux spécialisations : l'ingénierie des turbines offshore et la maintenance avec véhicules marins sans pilote. Les étudiants y apprendront des compétences techniques et pratiques, comme le pilotage de drones ou la simulation de secours en mer.

La commission de l'énergie et du développement durable du Seimas a adopté une décision devant renforcer la transparence du projet d'éoliennes offshore Curonian Nord. Cette décision se fonde sur deux mesures. D'une part, la cour des comptes nationales réalisera un audit avant le 31 décembre 2025 portant sur l'utilisation des fonds publics par les entreprises publiques Ignitis grupė et Ignitis Renewables. D'autre part, un organe de supervision sera mis en place afin d'assurer le suivi de l'exécution du projet, de prévenir les risques financiers potentiels et de garantir la protection de l'intérêt public.

Transport

- routier

L'opérateur routier national Via Lietuva poursuit la mise en œuvre de mesures de sécurité routière sur les routes nationales de Lituanie. En 2024, elle prévoit d'agir sur les « points noirs » – lieux où se produisent fréquemment des accidents – en y installant des dispositifs comme des marquages, éclairages, ralentisseurs ou aménagements complexes. Le nombre de ces zones dangereuses diminue chaque année, avec une baisse notable des décès. Pour la première fois, des mesures préventives sont aussi appliquées à des endroits potentiellement à risque. Via Lietuva prévoit également d'intervenir sur 100 virages dangereux et d'installer des technologies intelligentes pour anticiper les dangers. Via Lietuva poursuit les travaux de reconstruction de l'autoroute Vilnius–Utena. D'ici 2026, les 42,8 km restants seront rénovés : revêtement remplacé, structure renforcée, passages souterrains pour animaux, arrêts de bus modernes et dispositifs de sécurité (barrières, éclairage). Une configuration 2+1 (deux voies dans un sens, une dans l'autre, alternant tous les 1,5 à 2,5 km) sera mise en place pour faciliter les dépassements. Ce projet vise à améliorer la sécurité, le confort et le développement économique régional. Le coût total du projet devrait atteindre 99 M€ HT.

LETTONIE

Énergie

D'après la stratégie énergétique 2050 élaborée par le ministère du climat et de l'énergie, la consommation d'électricité en Lettonie devrait plus que doubler d'ici 2050. L'un des principaux moteurs de l'électrification serait le transport, en particulier l'augmentation du nombre de véhicules électriques. Le développement des centres de données, la conversion et le stockage de l'énergie, ainsi que les technologies des carburants synthétiques devraient également augmenter la consommation d'électricité. En revanche, la consommation de gaz naturel et de biomasse devrait diminuer grâce aux mesures d'efficacité énergétique et au développement du biogaz (-57,7% pour le gaz naturel et -29,8% pour la biomasse).

L'opérateur de transport et de stockage de gaz naturel Conexus Baltic Grid (Conexus) achèvera la modernisation de l'installation de stockage souterrain de gaz naturel à Incukalns d'ici la fin de l'année. Les principaux travaux concernent la reconstruction d'un point de collecte de gaz, la réhabilitation de 36 puits de forage, la modernisation des cinq unités de pompage de gaz existantes et l'installation d'une nouvelle unité de pompage de gaz construite aux États-Unis, Solar Turbines Titan 130. Le montant total d'investissement a atteint 99,5 M€, dont 44 M€ sont financés par le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (CEF). Ce projet de modernisation améliorera la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel, augmentera la capacité opérationnelle de l'installation de stockage et facilitera l'intégration dans le marché international de l'énergie.

Plus d'information : [Inčukalns UGS modernisation project nears completion, with €10.6 million to be invested this year | Conexus](#)

Transport et infrastructure

La compagnie aérienne airBaltic a décidé de se séparer de son PDG, Martin Gauss. Après plus d'une décennie à la tête de la compagnie, le dirigeant allemand a été relevé de ses fonctions le 7 avril 2025, suite à un vote de défiance exprimé par le principal actionnaire d'airBaltic, le ministère des transports, lors de l'assemblée générale des actionnaires. Pauls Cālītis, actuel membre du conseil d'administration et directeur des opérations d'airBaltic, assumera le rôle de PDG par intérim. Le 30 avril, airBaltic a publié un appel à candidatures pour le poste de PDG et la date-limite pour le dépôt des dossiers a été fixée au 23 mai 2025.

Plus d'information : [airBaltic's CEO Gauss dismissed / Article](#)

Le gouvernement letton a décidé d'allouer 11M€ supplémentaires au programme de soutien à l'achat de véhicules propres à faibles émissions de CO₂ (véhicules électriques et hybrides rechargeables (plug-in), dont le coût d'acquisition ne dépasse pas 45 000 euros HT). Ainsi, le montant total de financement de cette mesure de soutien atteindra 30 M€. Pour information, 4164 véhicules à faible empreinte carbone ont été achetés grâce au bonus écologique automobile depuis la mise en place de ce dispositif en 2022.

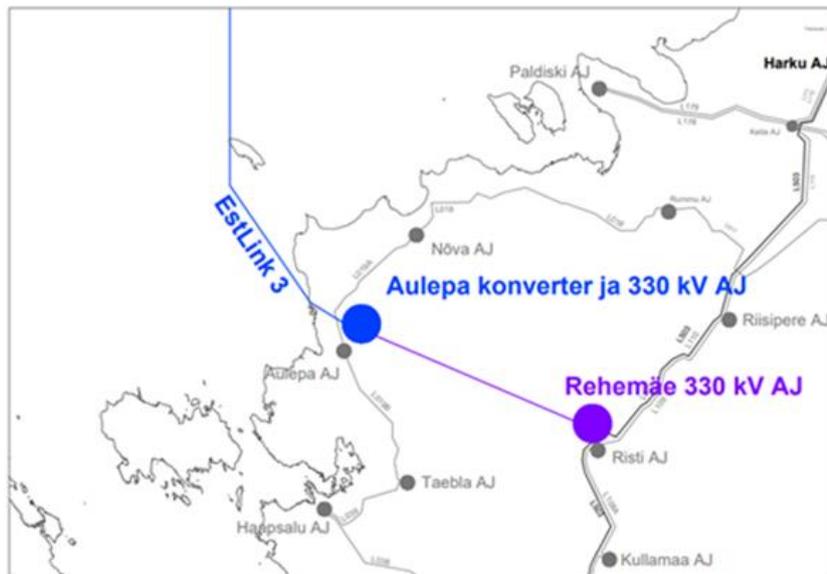
Plus d'information : [Electric car purchase aid programme extended in Latvia / Article](#)

ESTONIE

Énergie

Le gouvernement estonien a lancé la procédure de planification nationale spéciale et une évaluation stratégique de l'impact sur l'environnement pour la construction de la partie terrestre de l'interconnexion électrique entre l'Estonie et la Finlande, EstLink 3. L'évaluation porte sur la liaison entre Rehemäe et Aulepa, une ligne à haute tension de 330 kV.

Ce tronçon électrique terrestre viendra compléter l'interconnexion sous-marine de 120 km de long entre la Finlande et l'Estonie, d'une capacité électrique de 1 700 MW. Le coût total du projet EstLink 3 est estimé à 1,1 Md€, dont 600 M€ du côté estonien. 50 % du financement proviendront de l'Union européenne.



- électricité

Au cours du premier trimestre, la production d'électricité de source renouvelable a atteint 941 GWh, soit une augmentation de 17 % par rapport à la même période de l'année dernière. L'électricité renouvelable a représenté 39 % de la consommation totale d'électricité en Estonie au premier trimestre 2025, soit une augmentation de huit points de pourcentage par rapport à l'année précédente. L'énergie éolienne a représenté 44 % de l'ensemble de l'électricité renouvelable produite au cours du premier trimestre. Au total, 414 GWh d'énergie éolienne ont été produits, soit près de 50 % de plus qu'au cours de la même période de l'année précédente. L'énergie éolienne a reçu 7,6 M€ de subventions au cours du premier trimestre.

L'électricité produite à partir de la biomasse, du biogaz et des déchets représentait 41 % de l'électricité renouvelable au deuxième trimestre. Ces combustibles ont généré 384 GWh d'électricité de janvier à mars, soit une baisse de 9 % de la production. Les subventions pour

cette production se sont élevées à près de 6,7 M€. Les centrales solaires ont produit 131 GWh d'électricité dans le réseau au cours du premier trimestre, ce qui représente une augmentation de 45 % par rapport à l'année précédente. Les subventions accordées à l'énergie solaire se sont élevées à 2,8 M€.

- gaz

Enefit Industry, filiale de l'opérateur national Eesti Energia, a lancé un appel d'offres pour la construction d'une centrale thermique d'une capacité de 100 MW à moteur à gaz alimenté à l'hydrogène à Narva, dans le Nord-Est du pays. Dans le cadre de l'appel d'offres, annoncé le 28 avril, l'entreprise achètera une centrale électrique destinée à la cogénération de chaleur et d'électricité (CHP) et à la fourniture de réserves de fréquence. La centrale électrique prévue aura une capacité totale approximative de 100 MW. Elle sera basée sur la technologie des moteurs à combustion interne alternatifs, chaque moteur ayant une capacité comprise entre 4 et 13 MW. La centrale fonctionnera principalement au gaz naturel ou au biométhane, avec la possibilité d'utiliser jusqu'à 25 % d'hydrogène comme combustible. Outre la production d'électricité, la centrale pourra également produire de la chaleur. La création de cette centrale a pour but de rendre la production d'électricité flexible et contrôlable, notamment grâce à la rapidité de démarrage des moteurs, et de limiter la hausse du prix de l'électricité pour le consommateur.

Transport

Le ministre estonien des infrastructures, Kuldar Leis, a annoncé la création d'une mesure de soutien financier national destiné aux compagnies maritimes qui souhaitent verdir leurs activités de transport maritime. Le budget de cette mesure de soutien s'élève à 25 M€, provenant des recettes des quotas d'émission de CO₂. D'après le ministre, cette mesure permettrait d'attirer des projets de construction navale en Estonie d'une valeur de 170 M€. Le montant de la subvention par projet est plafonné à 5 M€, et le taux de financement variera de 15 à 30 % en fonction de l'importance de l'investissement.

Agenda

03 - 05 juin	Euroheat & Power , Prague
06 juin	Conférence Sustainable Future , Prague
10 – 12 juin	Salon URBIS , Brno
10 – 13 juin	Velo-city Conference , Gdańsk
23-27 juin	Décarbonation de l'industrie – Varsovie & Prague, Programme d'immersion – Business France
21-22 septembre	International Conference on Environmental Science and Development , République tchèque
04 -11 novembre	Conférence Biomasse, Biogaz et Energie 2025 , Přerov

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : kamila.pluciennik@dgtrésor.gouv.fr